

L'Agriculture en Afrique subsaharienne : Production, alimentation et politique

William B MORGAN
King's College, University of London, Royaume-Uni

Traduit de l'anglais par Serge Schmitz et Geneviève Dewez

Résumé

Depuis 1961, la production agricole d'Afrique subsaharienne s'est accrue. Cet accroissement est sans doute plus le résultat de la lente augmentation des rendements que de l'expansion des superficies agricoles. Toutefois, la production agricole présente un taux d'accroissement plus faible que celui de la population. Des importations de denrées alimentaires ont été réalisées pour compenser les déficiences de la production alimentaire locale, pourtant le fait que l'approvisionnement alimentaire individuel tend à baisser légèrement et est moindre que dans le reste des pays en voie de développement. La population agricole produit des denrées alimentaires principalement pour son autoconsommation. La production de cultures commerciales est limitée par une position peu compétitive pour certaines exportations, de bas prix sur le marché, et les effets négatifs de certaines politiques gouvernementales. Certaines de ces politiques gouvernementales et des prescriptions de la Banque Mondiale sont examinées pour éclairer les faiblesses actuelles et les réformes possibles de l'agriculture subsaharienne.

Summary

Since 1961 agricultural production has increased in Sub-Saharan Africa, probably due to slowly rising yields rather than expanding area, but a lower rate than the increase in population. Food imports have partly made up for food production deficiencies, although food supply per head has tended to fall slightly and is less than in the developing world as a whole. The agricultural population is producing food mainly for its own needs. Commercial crop production is limited by a poor competitive position for certain exports, low market prices, and the negative effects of certain government policies. Some government policies and World Bank prescriptions are examined to highlight current weaknesses and key reforms.

Mots-clés : agriculture, Afrique, alimentation, politique agricole

Key-words : agriculture, Africa, food supply, agricultural policy

En 1994, l'auteur, en collaboration avec le Professeur Jerzy Solarz de l'Institut d'Agriculture Tropicale de Cracovie, a publié un article sur ce qui fut fréquemment appelé la *crise agricole* en Afrique subsaharienne. (Morgan et Solarz 1994). Cette *crise* consistait, surtout au cours des quinze dernières années, en une production alimentaire insuffisante par rapport aux besoins estimés, combinée à une diminution du volume et de la valeur des exportations agricoles. Depuis la rédaction de l'article, les possibilités d'analyse se sont accrues suite à la publication de données informatisées reprenant la

production agricole, la consommation et le commerce (FAO 1994a) avec pour la plupart des domaines des valeurs jusqu'en 93 couvrant 3 décennies.

I. PROBLEMES DES DONNEES

Les données de la FAO associées à d'autres données, principalement à celles de la Banque Mondiale (World Bank 1989, 1992, 1993, 1994, 1995a & b, 1996), sont pour la plupart des estimations de qualité variable et souvent inconnue. Toutes ont été sujettes à révision ch

temps à autre. Comme une large part de la production agricole de l'Afrique subsaharienne est destinée à l'autoconsommation ou à des échanges locaux, les productions sont calculées à partir d'estimations des superficies cultivées et d'échantillons de rendements. Même là où la production est commercialisée par les entreprises étatiques, il existe des ventes privées et de la contrebande des produits d'exportation. Les données présentées fournissent cependant les meilleures statistiques globales et nationales disponibles et correspondent le plus souvent assez bien tant aux tendances observées qu'aux études de cas, toutefois, il ne faut pas accorder trop d'importance aux petites différences.

Le terme *d'Afrique subsaharienne* a différentes acceptions selon les différentes sources de données. Ici, suivant la définition statistique de la FAO (1994b, xxii), il s'agit de l'Afrique située au sud du Sahara, incluant la Mauritanie, la Somalie et les îles, à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud, classée avec les *Pays industriels*, et du Soudan. Les pays d'Afrique du Nord sont classés dans le groupe *Proche-Orient et Afrique du Nord*.

II. PRODUCTION AGRICOLE ET APPROVISIONNEMENT EN NOURRITURE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'article de Morgan et Solarz utilisait les données de la Banque Mondiale sur la part de l'agriculture dans le PIB en Afrique subsaharienne pour montrer que, là où il y avait eu croissance de 2,2% par an entre 1965 et 1973, il y avait eu un déclin entre 1973 et 1980 et un taux de croissance réduit de 1,3% par an entre 1980 et 1987.

La contribution de l'agriculture au PIB en 1991 était de 31% contre 29% pour le secteur industriel, mines incluses (World Bank 1993, p. 243). En 1993, la relation s'est inversée, 20% pour l'agriculture contre 33% pour l'industrie et resta quasi la même en 1994 (World Bank 1995a, p. 167 et 1996, p. 211). Selon la contribution au PIB, l'agriculture n'est plus la première activité alors qu'elle employait, en 1990, 66% de la main-d'oeuvre (UNDP 1996, p. 169). Les pays, dont la contribution du secteur agricole dans le PIB est importante en 1993 (Figure 1), ont, pour la plupart, un faible PNB par habitant : l'Ethiopie (part de l'agriculture dans le PIB : 60%; PNB/hab. 100 \$), la Tanzanie (56%; 90 \$), le Burundi (52%; 180 \$), à l'opposé, on trouve le Botswana (6%; 2790 \$), le Gabon (8%; 4960 \$), l'Ile Maurice (10%; 3030 \$) mais il existe plusieurs exceptions (World Bank 1995a, pp. 162-163 et pp. 166-167).

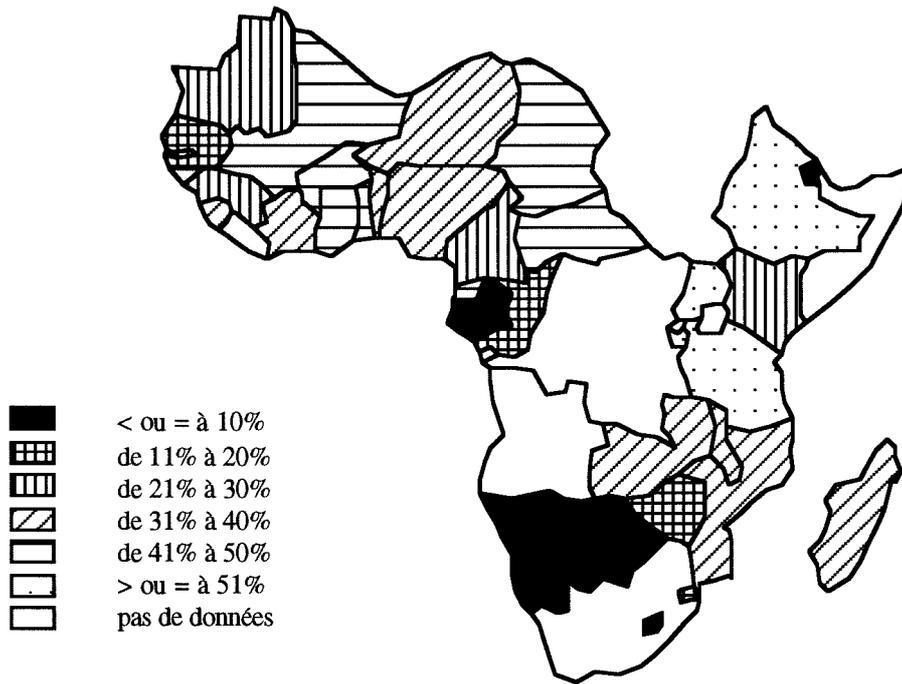
La contribution de l'agriculture au PIB dépend, en grande partie, de la vitalité des autres secteurs, elle est donc une mesure relative de la productivité. Les données de la FAO

(FAO 1994a) fournissent un *indice des productions agricoles* qui reflète largement les changements de la production. Il est basé sur la somme, pour chaque année, des quantités produites de différentes productions agricoles, après déduction des semences et du fourrage, et pondération par la moyenne nationale des prix entre 1979-1981. Le total, pour chaque année, est divisé par la moyenne globale de la période de référence, 1979-1981 (FAO 1990a, xi et les *Yearbooks* ultérieurs). Pour l'Afrique subsaharienne, entre 1961 et 1993, l'indice s'élevait à peine à 2,1% par an (FAO 1994a). La plus grande part de la production était alimentaire, principalement des céréales et des racines pour la consommation intérieure et quelques productions alimentaires pour l'exportation. (La production alimentaire, selon la FAO comprend les produits considérés comme comestibles et ceux contenant des substances nutritives, ce qui exclut, par exemple, le thé et le café.) C'est pourquoi *l'indice des productions alimentaires*, calculé de façon similaire, présente un taux d'accroissement quasi identique. Quelques observateurs ont attribué les augmentations de la production agricole principalement à l'expansion des superficies cultivées et non à l'accroissement des rendements (par exemple Lele 1984, Morgan et Solarz 1994).

Les données de la FAO concernant l'utilisation du sol ne peuvent cependant pas appuyer cette affirmation pour la totalité de l'Afrique subsaharienne. Même s'il y a de grands problèmes dans l'estimation des superficies cultivées en Afrique subsaharienne, comment expliquer que la combinaison des *terres arables* ou des *terres sous cultures* temporaires, des *prairies*, des *terres en jachère* et cultivées, des *zones de cultures permanentes* (définitions de la FAO 1990, xi ou volumes ultérieurs), se soit, pour 1961-1992, accrue seulement de 0,7% par an, bien en dessous de la valeur de 2% de la croissance de la production. D'ailleurs les données de rendement pour les pays d'Afrique dans les *Annuaire*s de production de la FAO renseignent partout des croissances avec quelques fluctuations, dues principalement aux sécheresses et aux guerres. Même si on admettait une contribution disproportionnée de l'augmentation des rendements par rapport à l'expansion des zones cultivées, cela serait encore insuffisant pour expliquer la croissance de la production.

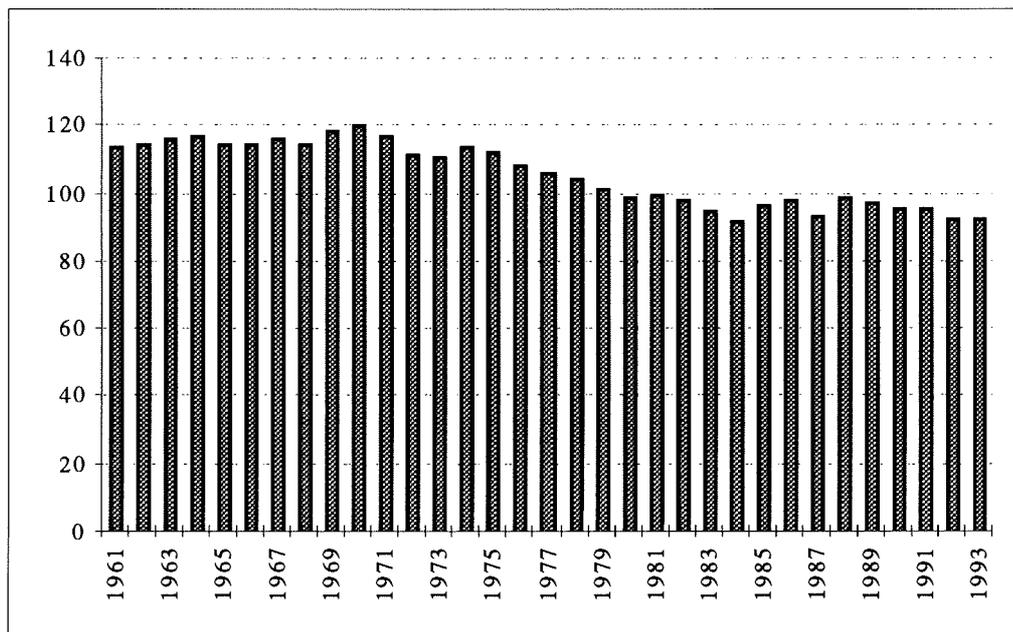
Au cours de la période 1961-1993, la population d'Afrique subsaharienne s'est probablement accrue de 3% par an, la production alimentaire par tête a diminué approximativement de 0,6% l'an, avec une chute totale proche des 19% (Figure 2; FAO 1994a). C'était la plus mauvaise performance des grandes régions du monde (FAO 1994a); de 1961 à 1993, la production alimentaire mondiale par habitant s'est élevée à plus de 2% par an.

Figure 1 : Contribution de l'agriculture au PIB en 1993



Source : World Bank, 1995a et World Bank, 1995 c

Figure 2 : Indices de production alimentaire par habitant en Afrique subsaharienne de 1961 à 1993 (1979-1981 = 100)



Source : FAO 1994a

Dans les pays en voie de développement, cette valeur était juste supérieure à 3%; en *Amérique latine*, plus de 2%; en *Asie et Pacifique*, bien au-delà de 3%. L'Afrique a été sujette à de sévères baisses de productivité à cause des guerres civiles et internationales, des sécheresses et des grands déplacements de population (voir le tableau de l'incidence de la sécheresse de 1980 à 1992, World Bank 1995b, p. 247), mais, comme il sera montré plus tard, il y a aussi d'autres facteurs. La figure 2 montre que le déclin le plus rapide dans la production alimentaire par tête en Afrique subsaharienne a eu lieu entre 1970 et 1984, avec un peu moins de 2% par an. L'augmentation du taux d'accroissement de la population est un des facteurs, mais le facteur le plus important est la baisse de l'accroissement de la production alimentaire totale, de 2,9% par an, entre 1961-1971, à de 1,2% par an, entre 1971-1981. (Il s'est à nouveau élevé à 2,6% entre 1981 et 1991.)

Cette diminution était causée par une combinaison de facteurs incluant les grandes sécheresses du début des années 70, les perturbations dues aux guerres et aux conflits civils (y compris le lent rétablissement au Nigeria après la guerre civile de 1967 à 1970), une brusque chute dans la production agricole des pays exportateurs de pétrole où la croissance urbaine devint rapide, l'échec de nombreux projets d'investissements dans le secteur de la production alimentaire à grande échelle, négligeant la production paysanne, les prix officiels des denrées alimentaires bas et l'augmentation des importations (World Bank 1981, pp. 46-49, pp. 56-58). Les sécheresses ont affecté la production de façon variable : dans le nord, les pays sahéliens ont été affectés plusieurs fois par la sécheresse durant cette période avec toutefois des effets particulièrement graves au début des années 70. En 1983-1984, la sécheresse a affecté à la fois le nord et le sud de l'Afrique subsaharienne, et fut particulièrement sévère au Botswana, en Zambie et au Zimbabwe. A nouveau en 1992, une grande sécheresse a affecté une grande partie de l'est et du sud de l'Afrique.

Durant la période 1961 - 1993, le taux de croissance de la production alimentaire totale (2,1% l'an) était pratiquement le même que le taux d'accroissement de la population agricole (2,2%; FAO 1994a). En d'autres termes, la production alimentaire en Afrique subsaharienne a suivi l'accroissement de la population agricole, partout depuis plus de trente ans, même si les taux de croissance de la production alimentaire et leur relation avec l'augmentation de la population agricole ont sensiblement fluctué. La plus importante demande de produits alimentaires émane de la population agricole,

qui, en 1961, représentaient 83% du total de la population subsaharienne, et était encore, en 1993, de 68%. Or cette population, plutôt que de dépendre du marché, accordait une priorité à satisfaire ses propres besoins alimentaires par l'agriculture d'autoconsommation ou par des échanges locaux. Le principal effet a été le déclin de la production alimentaire commercialisée à destination des populations urbaines. Lele et Candler (1984) soutiennent que le maintien des autoconsommations est une des causes de l'instabilité de l'approvisionnement alimentaire urbain; surtout là où les prix officiels des produits alimentaires de base sont bas et où des marchés parallèles libres pratiquent des prix plus élevés.

Certains gouvernements ont encouragé la production alimentaire à grande échelle dans des exploitations d'Etat soutenues par des subsides, d'autres ont facilité les importations alimentaires de façon à maintenir des bas prix pour les travailleurs urbains. Même là où les fermiers ont obtenu quelques rémunérations pour leurs efforts, celles-ci paraissent faibles en regard des investissements pour l'éducation des membres de la famille ou du support financier pour permettre à des émigrants de trouver du travail en ville. Les disparités de revenus entre ruraux et urbains sont généralement, en Afrique subsaharienne, de l'ordre de 1 à 4, jusque de 1 à 9 (bien plus importante que dans beaucoup de pays d'Asie) (Lele 1984).

Pendant que la production par tête, tombait d'environ 0,6% l'an, de 1961 à 1992, les estimations de valeur énergétique alimentaire ont chuté à moins de 0,1% par an (FAO 1994a - La FAO fournit des estimations d'apports énergétiques, pas de consommations; FAO 1990, xv et volumes ultérieurs). Le niveau d'apport énergétique de 2045 kcal par personne et par jour, en 1992, continuait à être bas, même en comparaison avec d'autres pays en voie de développement (moyenne des pays en voie de développement : 2541 kcal; Inde : 2395 kcal; Pakistan : 2315 kcal). Dans quelques pays, comme la Zambie et le Kenya, l'apport alimentaire par personne a particulièrement chuté dans les années 80, pendant que la production augmentait mais trop lentement pour faire face à la demande accrue et à la diminution des importations alimentaires liée au déclin des bénéfices des exportations. D'autres pays, tel le Nigeria, ont, durant les années 80, augmenté leur approvisionnement alimentaire en partie grâce à une augmentation d'importation de nourriture, d'autres encore ont vécu une sensible élévation générale de la production de 1961 à 1993, avec cependant une petite chute dans les années 80.

III. IMPORTATIONS ALIMENTAIRES ET EXPORTATIONS AGRICOLES

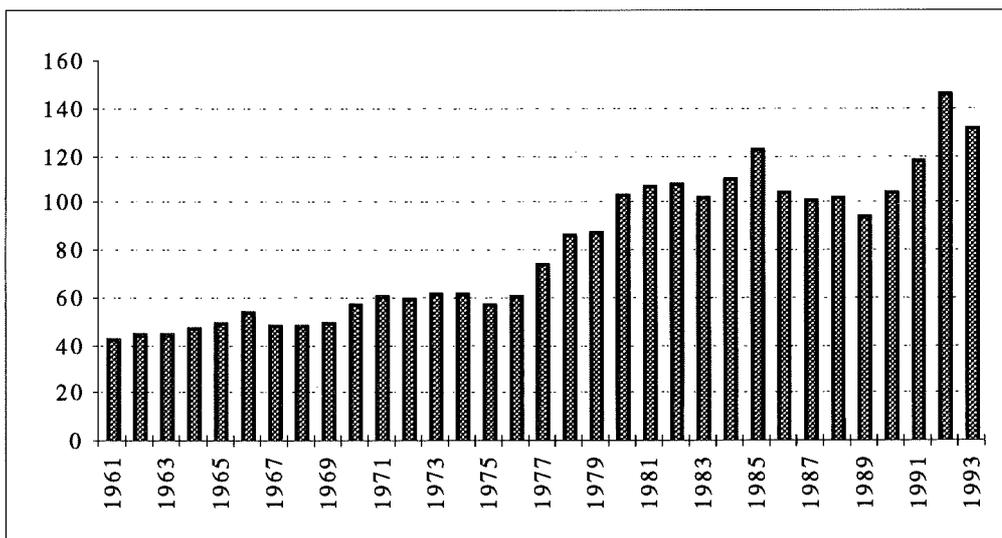
L'augmentation des importations alimentaires peut être considérée comme la réponse à l'incapacité des paysans de produire la nourriture nécessaire aux familles du secteur industriel grandissant. Cependant, dans certains pays, les importations d'aliments pourraient être considérées comme une cause de stagnation voire du déclin des productions agricoles, mais non comme une conséquence, car les exportations pourraient être utilisées afin de maintenir de bas prix et éviter le coût d'aides aux agriculteurs ou d'investissements pour des productions agricoles plus efficaces. Dans d'autres pays, la situation est compliquée par des accords commerciaux et le contrôle des taux de change. Par exemple, au Botswana, au Lesotho et au Swaziland, les prix des produits alimentaires de base sont fortement liés aux prix fixés par la commission sud-africaine de contrôle des prix (Cathie et Herrman 1988). Bien que, les *indices* d'importations agricoles de la FAO incluent d'autres produits en plus des importations alimentaires (pour les définitions et le calcul des indices commerciaux par volumes ou valeurs, voir FAO 1990b, 2 ou vol. ultérieurs), ces indices de volumes et valeurs des importations agricoles peuvent être utilisés comme une approximation grossière des importations alimentaires car la plus grande partie des importations agricoles est alimentaire. En 1993, plus d'

80% de la valeur totale des importations agricoles consistait en produits alimentaires, principalement du blé, de la farine de blé, du riz, du sucre, des produits laitiers, du poisson et de la viande (FAO 1994a). L'indice du volume des importations agricoles s'est élevé, de 1961 à 93, à près de 3,5%/an (Fig. 3); alors que le taux d'accroissement de l'indice de valeur, s'élevait au double.

La production de récoltes industrielles et alimentaires destinées à l'exportation est devenue le principal apport financier de l'agriculture et le plus important facteur (t développement agricole et de changements du régime foncier dans la plupart des pays subsahariens. Sur base des indices de la FAO (FAO 1994a), le volume des exportations agricoles, entre 1961 et 1993, a augmenté de seulement 0,2% par an (étant donné les problèmes de sources, il est possible qu'il y ait eu des diminutions). Toutefois l'indice de valeur d'exportation a augmenté de plus de 3% par an, bien qu'il soit tombé de 103 en 1986 à moins de 75 en 1993, suite à la chute des prix mondiaux des produits agricoles.

Suite à la faiblesse de ses exportations agricoles durant les années 80, l'Afrique subsaharienne a perdu son rang dans le commerce mondial des exportations agricoles. En 1961, les pays de cette région produisaient 8% de la valeur des exportations agricoles mondiales (chuté à 2% en 1993).

Figure 3 : Indices du volume des importations agricoles en Afrique subsaharienne de 1961 à 1993 (1979-1981 = 100)



Source : FAO 1994a

La contribution de l'Afrique subsaharienne dans la valeur des exportations agricoles de la totalité des pays en voie

de développement était de 19% en 1961 et de 8% en 1993. Les producteurs du Sud-Est asiatique et d'Amérique

latine ont réussi à prendre la place qu'occupait précédemment l'Afrique sur le marché. En Afrique subsaharienne, l'importance relative des exportations agricoles a continuellement diminué à mesure que grandissaient les exportations de pétrole, de minerais et de métaux, l'industrie et les mines contribuant plus au PIB que l'agriculture. En 1961, l'agriculture fournissait 69% de la valeur totale des exportations mais, en 1993, cette proportion est tombée à seulement 19%. A l'intérieur de l'Afrique subsaharienne, il y eut aussi des changements dans les contributions des pays exportateurs à la valeur des exportations agricoles de la région. En 1993, la Côte d'Ivoire a produit 18% de cette valeur (5% en 1961), le Kenya : 10% (4% en 1961) et le Zimbabwe : 8% (5% en 1961); ces trois pays concentrent plus d'un tiers de la valeur des exportations agricoles d'Afrique subsaharienne.

Actuellement, les produits agricoles exportés d'Afrique subsaharienne sont surtout des «breuvages» (33,8% du total de la valeur des exportations agricoles en 1993), des fibres végétales (12,3%), du tabac (9,9%), du bétail et ses produits dérivés (8,5%). Parmi les «breuvages», le cacao a remplacé en 1993 le café comme première exportation agricole d'Afrique subsaharienne avec 14,8% du total de la valeur des exportations agricoles (café 13%). Alors que dans les années 1970 et 1980, la production de cacao diminuait au Nigeria et au Ghana, elle augmentait partout ailleurs en Afrique, particulièrement en Côte d'Ivoire, et ce, malgré une diminution générale de l'ensemble de la production africaine en 1989-1992. La production de café a diminué plus que celle de cacao, mis à part la relance créée par le « boum » du café de 1976-78, en liaison directe avec le gel des caféiers au Brésil. La plupart des exportations de bétail et dérivés étaient des animaux vivants presque exclusivement destinés à d'autres pays subsahariens. Des efforts ont été effectués pour développer les industries de traitement de viande, c'est ainsi que le Zimbabwe exporte du corned-beef au Royaume-Uni.

IV. ELEVAGE ET PASTORALISME

En Afrique subsaharienne, l'élevage est une activité distincte et presque entièrement séparée de la production agricole *sensu stricto*, il dépend la plupart du temps de prairies naturelles, de légumineuses et de jeunes pousses de certains arbres et arbustes. La surface toujours en herbe, naturelle ou cultivée, représente presque 750 millions d'hectares, soit un peu moins d'un tiers de la superficie totale de l'Afrique subsaharienne mais, cet espace n'est pas clairement délimité par rapport aux *forêts et terres boisées* (FAO 1990a, xi; FAO 1994a). Certains gardiens de troupeaux font pâturer pendant de courtes périodes, les terres agricoles après les moissons. On

recense peu de cas en Afrique subsaharienne d'une combinaison réussie de la culture et de l'élevage, en dehors de régions relativement froides des hauts plateaux de l'Est africain ou du Sud de l'Afrique. Cette pratique est généralement associée à la production laitière et répandue dans les exploitations dirigées par des Européens. Le meilleur exemple de production paysanne, qui implique une rotation des cultures et du bétail, est recensé au Sénégal où les Sérères alternent le millet (*Pennisetum typhoideum*) avec les arachides et, dans certains cas, avec des pâtures (Pélissier 1953). Quelques *systèmes mixtes* avec rotation de pâtures et de cultures se sont développés dans le Fouta Djallon (Guinée) chez les pasteurs Foulani, qui utilisent des charrues, et chez les Shuwa de Bornu au Nigeria (Morgan et Pugh 1969, p. 115).

La production de viande est principalement issue d'élevages extensifs. En 1993 (FAO 1994a), la production de boeuf, en Afrique subsaharienne, s'élevait à environ 2,3 millions de tonnes, son accroissement était estimé à moins de 2% par an, c'est-à-dire au dessous du taux d'accroissement de la population. Le cheptel bovin dépassait 166 millions de têtes, principalement de robustes zébus capables de se nourrir en parcourant des pâturages ouverts, ou avec un fourrage souvent rudimentaire. De grands troupeaux comptant une moyenne de cinquante bêtes ont été recensés au Botswana, mais dans la plupart des pays, ils sont plus petits (FAO 1983-1992). Les ovins et caprins parcourent également des pâturages ouverts et représentaient probablement, en 1993, quelques 2,3 millions de têtes.

Le pastoralisme transhumant en Afrique subsaharienne se pratique surtout dans les régions semi-arides (90 à 180 jours de précipitations par an) (Nuru 1996), mais il existe aussi quelques troupeaux dans les zones subarides usant de points d'eau permanents ou retournant régulièrement dans des zones semi-arides, ou même parfois dans les régions sub-humides et humides, (respectivement de 180 à 270, et plus de 270 jours de pluie par an). Il existe également des pâturages d'altitude en plus de prairies amendées, utilisées pour l'engraissement des bêtes destinées à la consommation urbaine. Dans les zones sub-humides et humides, l'herbe, quand il s'agit d° pérennes bien enracinées, pousse rapidement. Des pâtures de bonne qualité ne sont souvent entretenues que pour de brèves périodes avant qu'apparaissent les plantes plus rudimentaires à feuilles épaisses. La gestion des pâturages est difficile et nécessite parfois un travail intensif, impliquant les déplacements de bétail ou le déplacement des clôtures. Les pasteurs sont souvent semi-nomades, c'est-à-dire qu'ils ont une base bien approvisionnée en eau où quelques vaches laitières peuvent rester et où quelques membres de la famille peuvent pratiquer la culture.

L'élevage reste principalement basé sur des systèmes traditionnels bien que la vie pastorale traditionnelle entièrement consacrée au pâturage, comme celle des Masai du Kenya, est en train de disparaître. La majeure partie des pâtures de la zone kenyane de la Grande Vallée du Rift a été partagée entre des éleveurs commerciaux. Les pasteurs deviennent aussi plus commerçants, approvisionnant, à pied, en train ou encore par transport routier, les marchés urbains en bétail. Une caractéristique mineure mais croissante est l'utilisation, particulièrement au Sud et à l'Ouest de l'Afrique Orientale, de bovins comme animaux de trait.

Il y a une croissance rapide de l'élevage de porcs et de volailles à proximité des villes. Dans certains cas, de la nourriture, comme le maïs, est achetée spécialement, particulièrement là où des exploitations cultivent les céréales à grande échelle et produisent en suffisance. La demande urbaine pour de la volaille, des oeufs et de la viande de porc de haute qualité est croissante. La rentabilité de telles entreprises a attiré les investissements des professionnels et des hommes d'affaires. En 1993, l'élevage de la volaille représentait 660 millions d'oiseaux, augmentant de plus de 3,5% par an depuis 1961, pendant que le nombre de porcs atteignait 19 millions, augmentant de presque 5% par an, c'est la croissance la plus rapide de l'élevage en Afrique subsaharienne.

A cause des possibilités limitées de réfrigération, les produits laitiers demeurent, excepté pour les pasteurs, un article de luxe. Bien que la production croisse particulièrement dans les villes et dans les régions d'altitude où l'on rencontre de bonnes pâtures, la plupart des produits laitiers sont importés. On peut noter la création, couronnée de succès, d'une coopérative laitière, sur le plateau de Jos au Nigeria, pour l'approvisionnement en beurre des consommateurs urbains. Le Kenya et le Zimbabwe possèdent de relativement grandes industries laitières permettant de satisfaire l'importante demande urbaine. La Tanzanie a une industrie laitière contrôlée par le gouvernement avec des prairies clôturées et ses propres centres de reproduction.

V. AGRICULTURE VEGETALE : CONSIDERATIONS DE BASE

Peu d'exploitations paysannes sont totalement vouées à l'autoconsommation. Dans la plupart des cas, une partie de la production est destinée à rapporter de l'argent, que ce soit par la vente du surplus de la récolte ou par la commercialisation de la totalité d'une récolte. Toutefois, la majorité des paysans a des revenus très bas et préfère

réduire le risque induit par la dépendance de la vente sur le marché ou aux distributeurs ou agents du gouvernement. Emprunter pour investir est difficile, même dans le but d'améliorer les moyens d'exploitation par l'achat d'engrais, de pesticides ou de semences quand les banques, y compris les banques agricoles, refusent de prêter sans garanties, et que les prêteurs privés demandent des taux d'intérêts exorbitants afin de couvrir leurs risques. Cependant, d'importants investissements ont eu lieu là où les bénéfices semblaient prometteurs et où des personnes extérieures, comme des missionnaires, des négociants mais aussi des fonctionnaires gouvernementaux, ont montré la voie à suivre, comme pour le développement des plantations de cacao au Ghana (Hill 1963, pp. 170-176).

L'agriculture traditionnelle a été critiquée parce qu'elle gaspille, par sa faible productivité, les ressources en sol et en main-d'oeuvre et même dans certains cas, parce qu'à travers les défrichements et brûlis, elle détruit la végétation et ruine les terres. Cependant, d'autres auteurs soutiennent que les petites exploitations paysannes sont bien adaptées à l'environnement africain et correspondent aux besoins d'un système à faible coût avec un faible capital et peu de ressources autres que la terre et le travail. Richardson (1985, pp. 159-160) soutenait qu'une *modernisation dramatique* avait peu d'antécédents dans l'agriculture africaine et qu'il y avait de bons arguments écologiques pour insister sur le développement de la production de cultures alimentaires basé sur une plus grande mobilisation des capacités et des initiatives locales. Mazur et Titilola (1992) soutenaient qu'une plus grande compréhension des méthodes paysannes et de leurs effets sur les substances nutritives du sol et des rendements pourraient aider à éviter une surutilisation des engrais et de la monoculture. Cela aurait pu éviter de décourager la plantation de cultures à faible rendement mais résistantes à la sécheresse comme certains sorghos et millets (*Eleusine coracana* et *Pennisetum typhoideum*) (Lele et Candler 1984, p. 216 et note 13).

Le remplacement des exploitations paysannes par de grandes plantations de produits d'exportation a été tenté généralement par des sociétés commerciales européennes et américaines, mais aussi par de petits fermiers. Aujourd'hui, plusieurs plantations initiales sont administrées par l'Etat ou des organismes parastataux avec un soutien gouvernemental. Dans d'autres cas, les paysans sont encouragés à augmenter la production pour l'exportation et à pratiquer une agriculture commerciale et donc de dépendre du marché pour une partie de leur approvisionnement en produits alimentaires de base. Un tel développement a été marquant en Afrique de l'Ouest : plantations d'arachides au Sénégal et en Gambie,

plantations de café et de cacao en Côte d'Ivoire et au Cameroun, et plantations de cacao au Ghana et au Nigeria. Bien qu'elle soit souvent fortement liée à une production vivrière de subsistance, la production d'alimentation pour les marchés urbains est également une caractéristique du développement de l'agriculture paysanne

Généralement, le paysan cultive de 0,5 à 3 ha dispersés en petites parcelles. La combinaison de ressources limitées et de faibles rendements dans les petites exploitations entraînent de maigres revenus. De meilleurs revenus peuvent être obtenus par l'extension de la zone de production, l'intensification, ou encore la spécialisation dans des cultures de plus grande valeur que les produits alimentaires de base dont dépendent tant de personnes. Quels progrès peut-on attendre d'un meilleur usage des méthodes indigènes ou de l'introduction de nouveaux facteurs de production est encore une question ouverte en Afrique, et ce en dépit du succès obtenu avec de nouvelles semences hybrides ailleurs dans le monde et, dans une très faible mesure, en Afrique; notamment avec le maïs au Kenya, au Zimbabwe et en Zambie. Toutefois, comme l'écrit Mosley (1994), l'Afrique souffre du manque de toute une gamme de variétés de cultures à haut rendement, la plupart des exploitants n'ont pas accès au capital nécessaire.

La malnutrition est répandue et souvent associée à une fréquente *saison de famine* juste avant les premières récoltes. Actuellement, les saisons de famine peuvent à certains moments de l'année coexister avec la production de surplus alimentaires. L'alimentation peut être stockée, ou être achetée en une saison uniquement pour être revendue plus tard. Les famines sont un problème majeur dans les régions à longue saison sèche, elles affectent spécialement les personnes pauvres qui risquent constamment la sous-nutrition (Lipton 1986). Les populations pauvres d'Afrique subsaharienne dépendent beaucoup des récoltes locales, particulièrement en saison de famine.

La diversité des systèmes agricoles a été discutée et cartographiée ailleurs (par exemple, voir Morgan 1969a; Bunting et Bunting 1984). La plupart repose sur la jachère pour recouvrer les niveaux de substances nutritives des sols, et la culture sur brûlis pour libérer rapidement les nutriments et purifier le sol. Les systèmes les plus extensifs sont diverses formes d'agriculture itinérante (*shifting cultivation*) avec rotation des champs, plutôt que des types de culture, avec de courtes périodes de mise en culture (1 à 3 ans) et de longues jachères (20 ans ou parfois plus). Les champs sont abandonnés quand les rendements chutent trop bas et sont

réutilisés (souvent dans d'autres limites) quand le renouvellement de la végétation indique un niveau suffisant de fertilité du sol pour l'agriculture. Les souches des arbres et les racines restent en place et leur croissance peut reprendre rapidement. Des systèmes plus intensifs sont appelés "rotationnal bush fallow", mais la différence tient plus du degré que du type. Ces systèmes ont des jachères plus courtes et généralement des périodes de culture plus longues. Dans beaucoup de cas, les cultures ont des rotations régulières et les champs ont des limites fixes grâce à la mise en culture régulière, à moins que la pression sur la terre force l'expansion d'un champ aux dépens du champ suivant dans la rotation. Des cultures permanentes et semi-permanentes existent, particulièrement à proximité des villages où la fertilité peut être maintenue grâce à l'usage des ordures ménagères. Dans des zones surpeuplées, comme dans des parties du pays des Kikuyus et dans la province de Nyanza au Kenya, au Rwanda et au Burundi, dans la région des Mossi au Burkina Faso, dans la région de Kano au nord du Nigeria, et en partie dans les régions de l'Ibo et l'Ibibio au sud-est du Nigeria, la pression sur la terre est si élevée que la jachère est très courte et qu'on maximalise l'usage des ordures ménagères et des fumures animales.

La culture par irrigation est répandue, mais limitée quant à la superficie totale. La productivité souffre de l'irrégularité des niveaux d'eau. La superficie des terres irriguées avec un contrôle adéquat de l'eau atteint à peine 4% des superficies consacrées à la culture. Il est généralement admis qu'un investissement dans l'irrigation serait une voie possible pour accroître les productions agricoles comme dans le sud-est asiatique, mais les coûts sont souvent élevés en Afrique subsaharienne, ce qui nécessite l'exploitation de cultures très rentables. En pratique, la plupart des exploitations composent avec les divers systèmes décrits. L'agriculture irriguée est souvent une forme de production supplémentaire à côté de la zone agricole principale. Des formes de culture itinérante, de "rotationnal bush fallow" et de cultures permanentes se côtoient dans des zones proches des petits villages. Aucun système n'est exclusif. La zonation de l'utilisation du sol a été décrite par de nombreux auteurs pour de nombreux endroits (Morgan 1969b, Prothero 1957).

VI. CONTRAINTES D'EXPLOITATION

A. Taille des exploitations

Le Recensement Mondial de l'Agriculture de la FAO fournit une estimation de la répartition des exploitations selon leur taille dans onze pays subsahariens (FAO 1983-1992). Le tableau 1 présente la moyenne des

exploitations par rapport au nombre et à la surface totale par nombre et surface pour les neuf pays qui ont enregistré des données selon des classes de taille comparables (Éthiopie, Malawi, Mali, Mauritanie, Niger, Réunion, Rwanda, Sierra Leone, Togo). Ce petit échantillon peut seulement être partiellement indicatif du nombre élevé de très petites exploitations (moins de 2 ha). La taille moyenne de toutes les exploitations était de 1,7 ha, celle de toutes les exploitations *supérieures à 2 ha*, était seulement de 3,7 ha. Près de 74% des exploitations de l'échantillon comptaient moins de 2 ha et occupaient juste plus d'un tiers des terres cultivées. Le nombre et la superficie des très grandes unités ne sont pas indiqués - plusieurs pays comptant les plus grandes exploitations étant omis. Le Swaziland, par exemple, (compris dans le recensement, mais incompatible quant aux classes) avait 58 exploitations (0,1% du total) de plus de 2000 ha mais celles-ci occupaient 74% du total des terres cultivées.

Tableau 1 : Taille des exploitations de neuf pays africains entre 1977 et 1985

Taille en ha	Effectifs en %	Terres en %
0 - 1	45	14
1 - 2	26	22
> 2	29	63

En 1993, approximativement 148 millions de personnes étaient classées comme économiquement actives dans l'agriculture (FAO 1994a), parmi lesquelles, 12 millions vivaient de l'élevage (Nuru 1996). Soustrayant ces dernières du total des actifs agricoles, il reste 136 millions de personnes cultivant presque 142 millions d'hectares (superficies arables et cultures permanentes combinées) c'est-à-dire juste plus d'un hectare par personne. En dépit des faibles densités moyennes de population, l'agriculture africaine se trouve avec un apport de l'exploitation de main-d'oeuvre intensive et des territoires agricoles surpeuplés. Il existe pourtant quelques territoires relativement vides et disponibles pour l'expansion agricole. Les exploitations de moins d'un hectare produisent peu pour le marché et leur rendement est à peine suffisant pour nourrir une famille. Même, là, où les petites exploitations fournissent un approvisionnement alimentaire adéquat pour la survie et un petit surplus en argent, il y a peu d'espoir d'accroître les rendements, excepté par une utilisation accrue de la main-d'oeuvre et l'amélioration des techniques traditionnelles.

Les critiques aux propositions de baser le développement agricole sur les petites exploitations sont nombreuses :

- l'inaptitude à réaliser des économies d'échelle;
- le faible accès aux crédits, aux marchés et aux produits commerciaux;
- l'absence de capital ou d'espace afin de tester des innovations pour lesquelles les risques sont très grands quand les revenus sont bas;
- les petits exploitants sont politiquement et socialement désavantagés et sont moins susceptibles d'obtenir des inputs en petites quantités;
- les petites exploitations très intensives ont souvent de hauts rendements à l'hectare mais bas par unité de main-d'oeuvre (voir le débat World Bank 1982, pp. 81-82 et Plateau 1992).

Les arguments en faveur de stratégies de développement des petites exploitations sont:

- la nécessité de fournir du travail et des revenus à une main-d'oeuvre grandissante, que le développement inadéquat des secteurs industriels et des services ne peuvent garantir;
- l'avantage des faibles coûts du travail familial comparé au coût élevé de la main-d'oeuvre salariée dans les grandes exploitations commerciales;
- une autogestion à bon marché;
- les petits exploitants ont une forte motivation de produire la nourriture nécessaire à leur survie;
- les fermiers des petites exploitations consacrent plus d'heures de travail à chaque hectare que les travailleurs de plus grandes exploitations et certains obtiennent des rendements relativement plus élevés par rapport aux intrants autres que les apports du travail;
- les petites exploitations se développent même là où les infrastructures (marchés, routes, services agricoles) sont rares.

B. Les sources de revenus des familles exploitantes

Les familles rurales d'Afrique subsaharienne ont quatre grands types de revenus, tant en argent qu'en nature. La prise en considération de l'importance relative des sources de revenus aide à prendre des décisions quant aux futures cultures. Cela inclut les produits destinés à la consommation familiale (y compris tout échange de nourriture avec d'autres exploitations familiales locales), et les denrées qui seront vendues sur le marché local ou destinées à l'exportation. Les deux dernières sources de revenus proviennent de revenus obtenus en dehors de l'exploitation familiale (incluant le travail pour d'autres fermiers ou dans des domaines de travail non agricole) et de revenus qui ne sont pas issus du travail (transferts, paiements, cadeaux et revenus d'autres origines). Un rapport de recherches de la Banque Mondiale, citant un document de travail de la Comell University (World Bank

1994, pp. 166-167, pp. 254-255; Dorosh et Sahn 1993) considère un échantillon de *pauvres petits propriétaires ruraux* situés dans neuf pays subsahariens. Dans les douze cas cités avec un éventail complet des données couvrant les quatre catégories de sources de revenus, il y en avait six où la plus grande part des revenus était d'origine extérieure à l'exploitation. La production pour l'autoconsommation et la vente de denrées alimentaires (comprenant les récoltes exportées) étaient chacune la principale source de revenus dans seulement trois cas. Les revenus extra-salariaux n'étaient, dans aucun cas, la principale source de revenus, cependant dans trois cas ils s'élevaient à 17%, 21% et 36% du revenu total. Toutefois, le revenu total provenant de la production agricole, combinant l'autoconsommation et la vente, représentait plus de 50% dans huit cas et la principale source de revenus dans neuf cas. Ainsi, dans la plupart des cas, le travail dans l'exploitation familiale était la principale source de revenus, mais les revenus issus du travail non agricole étaient importants. Les revenus de subsistance n'étaient jamais inférieurs à 22% du total. Dans deux cas, ils atteignaient 50% et plus. Cependant si les revenus non-agricoles et ceux attribués à la subsistance ou à l'autoconsommation sont additionnés, ils constituent la majeure partie du revenu dans onze cas sur douze. Cet échantillon ne peut être considéré comme représentatif de l'Afrique subsaharienne, mais il suggère l'existence d'un grand nombre de petites exploitations familiales qui gagnent plus d'argent de leur travail non agricole qu'elles n'en gagnent de l'agriculture et pour lesquelles le revenu de subsistance demeure très important. La principale source de revenus extra-salariale est constituée d'envois d'argent des membres émigrés de la famille. Ce sont, le plus souvent des hommes qui ont laissé à leurs femmes le travail agricole en plus des autres tâches : l'éducation des enfants, la cuisine, la collecte du bois de chauffage, l'approvisionnement en eau - parfois très loin - et autres travaux (FAO 1991, p. 97; Ezumah et Ezumah 1996).

Si les paysans produisaient plus de nourriture ce serait un encouragement pour beaucoup d'entre-eux d'accroître leur récolte afin de la vendre et de profiter des efforts fournis (voir Ruttan et Hayami 1984). De hauts revenus pour la vente de l'alimentation produite requerraient cependant de meilleures infrastructures et des prix plus élevés, ce qui pourrait avoir de graves conséquences pour les consommateurs urbains.

C. Etranglement saisonnier de la demande de main-d'oeuvre

Bien qu'elle puisse utiliser quelques journaliers ou la main-d'oeuvre disponible au niveau des groupes de

villageois locaux (age-sets) pour remédier aux surcroûts de travail saisonnier, l'exploitation paysanne dépend avant tout de la main-d'oeuvre familiale. La demande en main-d'oeuvre peut être très grande durant le défrichage des bois, des forêts ou des jachères, la préparation du sol et la plantation, le sarclage et la moisson. La répartition de la demande varie selon la combinaison des plantes choisies. Par exemple, de très fortes demandes pour les travaux de défrichage surviennent quand de nouvelles plantations de cacao ou de café s'installent, mais elles diminuent une fois que l'exploitation ou la plantation est lancée. La culture de l'igname nécessite de nombreuses heures de labour et de buttage, ajouté au pénible travail de sarclage, de récolte de tubercules, de mise en place de tuteurs et de ficelage de ceux-ci en vue de former un treillis de soutien pour les tiges. A l'opposé, les principales demandes en main-d'oeuvre pour le manioc interviennent au moment du défrichage et au moment de la récolte, puisque le travail de repiquage est relativement léger. Certaines cultures de céréales, comme le sorgho et le maïs, tirent à profit les crêtes de labours pour permettre le drainage et concentrer le sol là où la semence est plantée. Plus grande est la variété de cultures sur l'exploitation, plus variée est la demande de main-d'oeuvre, permettant un meilleur usage de la main-d'oeuvre à travers les périodes de croissance et minimisant la nécessité de recourir à des journaliers. Lorsque des pics marqués de la demande en main-d'oeuvre existent et que l'exploitation dépend uniquement du travail de la famille, ces pics déterminent la superficie de terrain qui peut être mise en culture. Dans de tels cas, la main-d'oeuvre journalière utilisée au moment des pics de demande, rend possible la mise en culture d'une plus grande superficie que ce qui aurait été permis par une utilisation de la main-d'oeuvre familiale. Plus l'exploitation devient spécialisée, plus important est le problème des pics saisonniers dans la demande de main-d'oeuvre. Le développement de cultures commerciales dans les petites exploitations exige souvent de telles spécialisations, particulièrement dans les cas où une large part de l'exploitation doit être consacrée à une culture commerciale, de façon à fournir la quantité minimale de produits nécessaires pour être achetée par un marchand ou une agence d'achat. Dans les endroits à très courte période de croissance, la gamme des possibilités de cultures est limitée et les problèmes de pics de main-d'oeuvre peuvent être aigus.

La demande de mécanisation, en tant que solution au problème des pics saisonniers de la demande en main-d'oeuvre, est généralement faible, parce que la main-d'oeuvre est moins chère, que les machines entraînent souvent de sévères problèmes environnementaux, et que les aides logistiques sont rares. En dépit de ces problèmes, nombreux sont les essais de créer de grandes

exploitations mécanisées en vue de la production d'arachides en Afrique de l'Est et de l'Ouest, ou de céréales, qui, on l'espérait, contrediraient rapidement les disettes. La plupart de ces schémas de développement ont présenté des défauts qui se sont payés chers. Ruttan et Hayami (1984) prétendent que l'introduction de la mécanisation dans des régions caractérisées par de petites exploitations et de bas salaires est le résultat de prix inadéquats, les taux de change et les politiques de crédit altérant le coût de la puissance mécanique par rapport à celui de la main-d'oeuvre et d'autres inputs matériels.

D. Propriété foncière

Il y a une grande variété de types de propriétés foncières en Afrique subsaharienne, incluant les propriétés étatiques, les propriétés de corporations et de coopératives, les propriétés individuelles et les propriétés coutumières : le terrain appartient à une communauté, un village, un quartier d'une ville, une famille étendue ou un lignage, c'est-à-dire un groupe de personnes se réclamant d'une descendance commune. Malgré l'accroissement des propriétés individuelles ou de corporations, particulièrement avec l'extension de l'arboriculture, la plus grande partie de la terre, en Afrique subsaharienne, est encore la propriété de groupes sociaux dont les membres bénéficient de l'usufruit ou des droits d'usage. Ceci n'encourage certainement pas l'innovation ou l'amélioration de la terre, parce que la terre ne peut servir de garantie lors d'emprunt, et parce que les résultats d'une amélioration pourraient ne pas bénéficier à l'auteur de l'amélioration car le droit d'usage n'est qu'un droit temporaire à cultiver la terre. Ceci devrait sans aucun doute limiter l'arboriculture, pourtant, cela n'a pas stoppé la rapide expansion de telles plantations en Afrique de l'Ouest où les particuliers avaient la possibilité d'acquérir la terre qui était autrefois propriété commune. Cela a permis de réduire les terres cultivées sur une base annuelle où chaque cultivateur a des droits individuels sur la terre qu'il ou qu'elle travaille jusqu'à la récolte. Le morcellement de la terre qu'elle soit travaillée sur une base individuelle ou commune s'est étendu dans l'espace. Beaucoup d'exploitants cultivent à la fois des terres communes et individuelles, mais qui le plus souvent sont divisées en de nombreuses parcelles. Si la terre est achetée ou bien obtenue en héritage ou par mariage, elle est rarement acquise à proximité de la propriété existante. De telles acquisitions génèrent dans la plupart des cas, le morcellement. Les terres en usufruit peuvent être subdivisées afin de répartir les terrains selon la qualité des sols et l'accessibilité. Là où les exploitations sont petites, on arrive souvent à de très petites parcelles de culture, sans intérêt pour les entrepreneurs commerciaux, qui nécessitent de longs déplacements à pied ou à vélo

entre les champs. Le remembrement dans le but de créer des exploitations plus grandes et plus compactes, ne progresse que très lentement en Afrique. Il est souvent craint par la paysannerie anxieuse de ne pas perdre ses droits actuels. La plupart des progrès ont été réalisés là où le gouvernement a été capable de racheter ou d'exproprier de grandes exploitations existantes afin de les diviser, ou encore de mettre en oeuvre des projets de repeuplement après des guerres civiles, comme au Kenya dans les années 50. Des réformes agraires dans le but de créer des exploitations plus grandes et plus spécialisées ont été établies dans plusieurs pays, particulièrement au Kenya et au Zimbabwe. En Tanzanie, des plans de réforme ont été lancés afin de créer de plus grandes unités avec de meilleurs services et une plus grande coopération. Beaucoup de ces programmes se sont montrés onéreux à la mise en oeuvre et ont produit des résultats très variables. Aucun n'a mené à une augmentation substantielle de la productivité (pour la discussion sur la propriété du sol et la réforme en Afrique voir King 1977, pp. 329-369).

E. Environnement

Les sécheresses et les fluctuations de la quantité et de la fréquence des précipitations sont des problèmes répandus dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne. Les sols pluviaux forestiers ont été décrits comme fragiles et sujets à de rapides réductions en nutriments. Quand ils sont cultivés, les nutriments se concentrent dans la couverture végétale et dans les racines des plantes. Dans la zone tropicale humide, le climat a été décrit comme très favorable au lessivage et à l'épuisement des sols (FAO 1980a, p. 6). Toutefois l'agriculture conserve fréquemment les souches et les racines des arbres en place, qui peuvent constituer une source de nutriments significative durant la période de culture (Moss 1969, p. 205). L'arboriculture et les courtes périodes de culture contribuent à la stabilité des sols forestiers cultivés. La longue saison des pluies et la capacité de croissance des racines alimentaires engendrent une plus grande production d'énergie alimentaire à l'hectare que dans des conditions de savane où les sols ont été décrits comme possédant peu de qualités physiques et sujets à de sévères érosions (FAO 1980a, p. 4). Dans les savanes, la faiblesse des rendements en valeur énergétique est compensée par une plus grande facilité de défrichage, ainsi plus de terres peuvent être exploitées, principalement pour des cultures annuelles de céréales. La densité des arbres est un facteur majeur de conservation des nutriments et de l'humidité (Moss 1969, pp. 217-218) ainsi un défrichage trop appuyé peut être, selon des facteurs de pente et de surface d'érosion, très dédommageable aux sols. Les variations de la texture et

de la qualité des sols sont importantes et peuvent être cruciales dans la répartition des cultures. Par exemple, la présence des sols argileux dans les savanes relativement humides et proches des lisières de la forêt équatoriale, est souvent associée, en Afrique de l'Ouest, à la culture du cacao et d'ignames, qui apprécient l'humidité des sols lourds. Les sols sableux, très légers, issus d'une ancienne extension du Sahara, sont au Sénégal et au Nigeria, très importants pour la culture commerciale des arachides. Analysant l'Afrique dans sa totalité, un article de la FAO sur l'environnement estime qu'environ 16% de la superficie des terres ne souffre pas de contraintes naturelles sérieuses (FAO 1980a, p. 4), parmi lesquelles seules 37% sont couvertes de cultures permanentes (F.A.O. 1994a). Attendu qu'à l'intérieur de cette zone sans *contraintes naturelles sérieuses*, il existe des pâturages de qualité, des réserves forestières et des zones bâties, il ne reste probablement pas plus de la moitié de l'espace pour l'expansion agricole, et même moins car de nombreuses parcelles par leur éloignement des marchés et des routes, sont sans intérêt pour la production commerciale.

Il y a de sérieuses contraintes à la production due aux parasites et aux maladies qui se sont montrées hautement destructrices, comme l'ont fait les principales maladies des plantes, telles que l'enflure des pousses de cacao ou pour l'élevage la recrudescence de la maladie du sommeil du bétail et de la peste aviaire chez les volailles. Des attaques de céréales par les oiseaux, telle que le *Quelea*, peuvent anéantir 50% ou plus des récoltes. Les maladies des cultivateurs affectent aussi la production agricole, comme la cécité des rivières au Ghana ou les maladies des pieds parmi les travailleurs des cultures irriguées.

VII. POLITIQUE AGRICOLE

Le rôle de l'Etat est extrêmement important dans les économies africaines et spécialement pour l'agriculture à travers le contrôle des taux de change, les emprunts internationaux, les dépenses publiques et les subsides, le pouvoir de reprendre la terre ou de changer les lois régissant la propriété, l'usage des organismes parastataux, les politiques des prix et les investissements ou désinvestissements dans le secteur agricole. La politique gouvernementale est le principal facteur de développement agricole, ce qui presse les gouvernements à demander des emprunts internationaux, des investissements étrangers (gouvernements étrangers, banques privées, compagnies multinationales) et des aides et emprunts multilatéraux, comme à la Banque Mondiale et au Fond Monétaire International. L'Afrique subsaharienne est le plus grand récipiendaire à l'assistance internationale. Alors qu'une large part et

l'agriculture africaine a été capable de se retirer de la plupart des formes de contrôles gouvernementaux en réduisant sa dépendance vis-à-vis des marchés et des agences d'achat gouvernementales, les paysans doivent encore acheter et vendre certains biens et dépendent de l'Etat pour un certain nombre de services, particulièrement l'éducation et la santé. Les familles dépendant principalement de l'autoconsommation sont très pauvres. La pauvreté rurale, très répandue en Afrique, affecte bien plus de monde que la pauvreté urbaine. Le cas extrême consiste, de nos jours, en une classe peu nombreuse, mais grandissante, de ruraux sans terre, spécialement au Kenya et au Malawi. Les effets de la dépression économique des années 80 étaient liés à la négligence de l'agriculture par la plupart des gouvernements, couplée avec une très lourde taxation, directe et indirecte, qui décourageait particulièrement l'exportation des produits agricoles. Le Malawi était une exception, mais même au Malawi, on faisait plus pour développer le secteur étatique que les petites exploitations. Plusieurs pays ont tenté, à travers des subsides et des contrôles de prix, de maintenir un prix bas pour la nourriture vendue en ville. La plupart des petits exploitants n'ont pas bénéficiés des subsides et des prix officiels. Là où ils étaient effectifs, ils ont découragé la production alimentaire. Dans de nombreux cas, des marchés noirs ou parallèles offrent des prix plus élevés. Leur activité aurait réduit l'approvisionnement alimentaire officiel, donnant l'impression que les niveaux de ravitaillement étaient alarmants (en Tanzanie, il a été décrit que seules des quantités négligeables de nourriture étaient offertes aux prix officiels, puisque des prix quelquefois plus élevés étaient en cours sur le marché parallèle - Nagsongwa 1990). Cependant, même les marchés parallèles ont subi, quelquefois, la compétition d'importations alimentaires bon marché et d'importations liées à des programmes d'aide internationale. La dépendance croissante des importations alimentaires a aussi introduit une préférence dans certains pays, surtout en ville, pour le riz et le blé, au détriment du sorgho, du millet et des racines alimentaires. Or, dans beaucoup d'endroits d'Afrique subsaharienne, les possibilités de production sont limitées ou il est plus coûteux de produire ces céréales que de les importer. La situation du sud de l'Afrique est exceptionnelle, là, le maïs, devenu principal aliment de base, est à la fois récolté localement et importé.

Le programme d'action pour l'agriculture de la FAO en 1978, appuyé par l'Organisation pour l'Unité Africaine (FAO 1980b), avait pour objectif une croissance de la production agricole de presque 4% par an pour la période 1980-1985 et de plus de 4% pour 1985-1990, il devait s'appuyer sur des investissements dans les cultures

alimentaires, le bétail, les services de logistique et l'infrastructure. Comme le taux de croissance pour 1972-1977 avait été inférieur à 2%, le programme était particulièrement optimiste. Pourtant, bien que les investissements soient tombés à court de moyens, la situation économique s'aggravant, certaines améliorations dans le taux de croissance ont été accomplies, celui-ci s'est élevé à 2,6% par an pour 1980-1990. Il est devenu évident qu'aucune solution rapide n'est possible, que plus d'attention doit être accordée à des plans particuliers pour chaque pays, et qu'il est nécessaire d'intégrer les exploitants, en tant que partenaires, lors de l'élaboration des programmes agricoles, et que les dons internationaux sont peu susceptibles de fournir les injections massives de capital nécessaires à la création d'une révolution agricole. En 1989, la Banque Mondiale décrivait les défis que devrait relever l'agriculture africaine dans les années 90 et au-delà (World Bank 1989, pp. 89-91; cité dans Morgan et Solarz 1994) :

1. faire face aux besoins d'une population qui croît rapidement;
2. arriver à une croissance suffisante des cultures alimentaires, non seulement pour maintenir la production par personne, mais aussi pour réduire les déficits en calories alimentaires et diminuer les importations d'alimentation (importations agricoles de substitution);
3. être un employeur majeur des forces du travail toujours plus nombreuses;
4. entrer en concurrence sur les marchés mondiaux pour améliorer sa balance commerciale, ce dont l'Afrique a besoin pour porter sa croissance économique;
5. renverser le mouvement de dégradation des ressources naturelles qui menace la production à long terme.

On pourrait ajouter d'autres défis :

1. créer une plus grande stabilité politique pour réduire le risque de guerres civiles et rendre les pays d'Afrique plus attractifs pour les investissements étrangers;
2. créer de meilleures protections contre les grandes pertes de récoltes en périodes de sécheresse;
3. accroître la diversification des exportations afin de diversifier le risque de chutes des prix des denrées à l'exportation.

Pour achever cette formidable série d'objectifs pour une région déjà marquée par la plus grande dette internationale du monde, la Banque Mondiale préconise la libéralisation des prix, la réduction voire la suppression des subsides particulièrement sur les inputs agricoles, la mise en place de services privés de conseils pour les exploitants, une taxation agricole réduite, une amélioration de la sécurité quant aux droits de propriété et une protection accrue de

l'environnement. La production de cultures d'exportation doit être fortement favorisée pour gagner les devises étrangères nécessaires et la dévaluation des monnaies surévaluées est préconisée afin de diminuer les prix des produits africains à l'étranger; les subsides engagés pour protéger les produits africains s'opposent à ce que les producteurs africains apprennent à s'adapter et à répondre à la concurrence (pour une liste des monnaies *surévaluées* par rapport aux marchés parallèles et la discussion sur l'ajustement des taux de change voir World Bank 1994, pp. 51-57, p. 288).

Les treize pays des deux zones de franc CFA (franc de la Communauté Financière d'Afrique, franc de la Coopération Financière d'Afrique centrale à l'exclusion des Comores) sont groupés en deux unions monétaires avec un taux de change fixe qui était de 50 pour 1 par rapport au franc français de 1948 à 1994. Quand la dévaluation eut lieu, le rapport doubla. Le résultat a été la limitation de l'inflation et la réduction de la compétitivité internationale, **restreignant éventuellement les** exportations agricoles (World Bank 1994, pp. 55-60; FAO 1994b, pp. 98-102). Beaucoup des prescriptions du programme d'ajustement structurel de la Banque Mondiale ont été suivies ce qui a conduit à des effets économiques peu favorables aux pauvres : coupes sombres dans les dépenses publiques, difficultés quant aux ravitaillements des biens et services vitaux (Chhibber 1989). En Zambie, par exemple, la libéralisation des prix et la suppression des subsides ont mené à une multiplication des prix de l'alimentation par cinq en 18 mois (The Economist 1996). On ne devrait cependant pas oublier que les programmes de réforme économique étaient une réponse à la dépression économique et au fardeau de l'endettement. Là où les pays sont incapables d'obtenir plus d'emprunts privés et où l'assistance internationale est limitée, les emprunts à faible taux d'intérêt de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International sont alors d'une importance vitale pour créer les moyens d'un redressement économique même aux frais d'un programme d'ajustement structurel (pour le débat sur les effets d'un ajustement structurel en agriculture voir Duncan et Howell 1992).

En Zambie et au Kenya, des compagnies multinationales ont récemment investi dans de grandes exploitations, souvent sous contrats (pour les contrats d'exploitation au Kenya voir Kirk 1977 et Swainson 1986), développant, entre autre, de nouvelles cultures d'exportation telles que les fleurs et les légumes, employant de techniques de manutention et de conditionnement perfectionnées et visant la qualité. Cependant la petite exploitation doit continuer d'être une caractéristique majeure de la production agricole commerciale, en partie parce que

financièrement et politiquement les coûts d'agrandissement rapide de la taille des exploitations se montreraient, quelle que soit la méthode, trop chers et en partie parce que, en attendant la croissance de l'industrie et des services, il n'y a pas d'autres possibilités d'emploi pour les nombreuses forces de travail. Peut-être pourrait-on faire encore plus pour soutenir les petites exploitations commerciales à travers l'amélioration des marchés et de la distribution ainsi qu'à travers l'introduction de facilités de crédit, en plus d'innovations comme la coopération entre de très grandes et de petites unités, les premières fournissant "know how", inputs et produits (pour le système des petites entreprises au Ghana voir Gyasi 1996). Par dessus tout, il n'y a pas d'avenir pour l'agriculture commerciale en Afrique subsaharienne sans des prix satisfaisants tant pour la nourriture que pour les produits d'exportation. Ce qui pourrait, en dépit des bas prix sur le marché mondial, être possible, si les fermiers bénéficiaient d'une plus grande part des bénéfices des exportations au lieu d'être « taxés » à travers les bas prix offerts par les agences d'achat parastatales. On doit aussi reconnaître que dans certains pays les importations alimentaires peuvent être moins chères et de meilleure qualité que la production locale. Les paysans africains ont besoin de conseils et de soutiens ainsi que de meilleurs services et infrastructures pour devenir compétitifs.

VIII. BIBLIOGRAPHIE

- BUNTING, A.H. & BUNTING, E. (eds.), 1984. The Future of Shifting Cultivation in Africa. *Proceedings of the International Workshop on Shifting Cultivation, 4-9 July 1982*. Ibadan, Nigeria, FAO, Rome.
- CATHIE, J. & HERRMAN, R., 1988. The Southern African Customs Union : Cereal Price Policy in South Africa and Food Security in Botswana, *Journal of Development Studies*, 24 (3): 394-413.
- CHHIBBER, A., 1989. The Aggregate Supply Response : a Survey. *Structural Adjustment and Agriculture : Theory and Practice in Africa and Latin America*, Ed. S. Commander. New Hampshire, Overseas Development Institute, James Currey and Heinemann, London and Portsmouth: 55-68.
- DOROSH, P.A. & SAHN, D.E., 1993. A *General Equilibrium Analysis of the Effect of Macroeconomic Adjustment on Poverty in Africa*, Cornell Food and Nutrition Policy Program Working Paper 39, Ithaca, Cornell University, New York.
- DUNCAN, A. & HOWELL, J. (eds.), 1992. *Structural Adjustment and the African Farmer*, Overseas Development Institute, James Currey and Heinemann London and Portsmouth, New Hampshire.
- ECONOMIST, 1996. Zambia : So That's Democracy 9 *The Economist*, 23/11/96: 82.
- ↓
Development in the Age of Sustainability : Crop Production. *Sustaining the Future : Economic, Social and Environmental Change in Sub-Saharan Africa*, Ed. G. Benneh, W.B. Morgan and J.I. Uitto. UN University Press, Tokyo: 215-244.
- FAO, 1980a. *Natural Resources and the Human Environment for Food and Agriculture*, FAO, Rome.
- FAO, 1980b. *Regional Food Plan for Africa*, FAO, Rome.
- FAO, 1983-92. *Bulletins and Methodological review of the Report on the 1980 World Census of Agriculture*, FAO, Rome.
- FAO, 1990a. *Yearbook of Production*, FAO, Rome, 44.
- FAO, 1990b. *Yearbook of Trade*, FAO, Rome, 44.
- FAO, 1991. *The State of Food and Agriculture 1990*, FAO, Rome.
- FAO, 1994a. Time Series for SOFA'94; computer disk in *The State of Food and Agriculture 1994*, FAO, Rome.
- FAO, 1994b. *The State of Food and Agriculture 1994*, FAO, Rome.
- GYASI, E.A., 1996. The Environmental Impact and Sustainability of Plantations in Sub-Saharan Africa : Ghana's Experiences with Oil-Palm Plantations. *Sustaining the Future . Economic, Social and Environmental Change in Sub-Saharan Africa*, Ed. G. Benneh, W.B. Morgan and J.I. Uitto. UN University Press, Tokyo: 342-357.
- HILL, P., 1963. *The Migrant Cocoa Fanners of Southern Ghana : a Study in Rural Capitalism*, Cambridge University Press, London.
- KING, R., 1977. *Land Reform : a World Survey*, Bell and Sons, London.
- KIRK, C., 1987. Contracting Out : Plantations, Smallholders and Transnational Enterprise, *Bulletin of the Institute of Development Studies*, 18 (2): 45-51.
- LELE, U , 1984. Rural Africa : Modernization, Equity and Long-Term Development. *Agricultural Development in the Third World*, Ed. C.K. Eicher and J.M. Staatz. Johns Hopkins University Press, Baltimore and London: 436-452.
- LELE, U. & CANULER, W., 1984. Food Security in Developing Countries : National Issues. *Agricultural Development in the Third World*, Ed. C.K. Eicher and J.M. Staatz. Johns Hopkins University Press, Baltimore and London: 207-221.
- LIPTON, M., 1986. Seasonality and Ultrapoverty, *Bulletin of the Institute of Development Studies*, 17 (3): 4-8.
- MAZUR, R.E. & IIII
Dimensions of Local Knowledge Systems in African Sustainable Agriculture, *Sociologia Ruralis*, 32 (2/3): 264-286.
- MORGAN, W.B., 1969a. Peasant Agriculture in Tropical Africa. *Environment and Land Use in Africa*, Ed. M.F. Thomas and G.W. Whittington. Methuen, London: 241-272.
- MORGAN, W.B., 1969b. The Zoning of Land Use around Rural Settlements in Tropical Africa. *Environment and Land Use in Africa*. Ed. M.F. Thomas and G.W. Whittington. Methuen, London: 301-319.
- MORGAN, W.B. & PUGH J.C., 1969. *West Africa*, Methuen, London.

- MORGAN, W.B. & SOLARZ, J.A., 1994. Agricultural Crisis in SubSaharan Africa : Development Constraints and Policy Problems, *Geographical Journal*, 160 (1): 57-73.
- MOSLEY, P., 1994. Policy and Capital Market Constraints to the African Green Revolution : a Study of Maize and Sorghum Yields in Kenya, Malawi and Zimbabwe. *From Adjustment to Development in Africa : Conflict, Controversy, Convergence, Consensus ?*, Ed. G.A. Cornia and G.K. Helleiner. MacMillan Press, Basingstoke and London: 248-272.
- Moss, R.P., 1969. The Ecological Background to Land Use Studies in Tropical Africa with Special Reference to the West. *Environment and Land Use in Africa*, Ed. M.F. Thomas and G.W. Wittigton. Methuen, London: 193-238.
- |
African Environment : Profiles of the SADC Countries, Earthscan Publications, London.
- NAGSONGWA, J., 1990. Relative Prices of Farm and Non-Farm Sectors in Tanzania, 1965-1985. *Poverty and Rural Development : Planners, Peasants and Poverty*, Ed. K. Puttaswamaiah. Intermediate Technology Publications, London: 270-292.
- NURU, S., 1996. Agricultural Development in the Age of Sustainability. *Sustaining the Future : Economic, Social and Environmental Change in SubSaharan Africa*, Ed. G. Benneh, W.B. Morgan and J.I. Uitto. UN University Press, Tokyo.
- PELISSIER, P., 1953. Les Paysans Sérères, Essai sur la Formation d'un Terroir du Sénégal, *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 6: 105-127.
- PLATEAU, J-P., 1992. Land Reform and Structural Adjustment in Sub-Saharan Africa : Controversies and Guidelines, *FAO Economic and Social Development Paper*, 107, Rome.
- PROTHERO, R.M., 1957. Land Use, Land Holding and Land Tenure at Soba, Zaria Province, Northern Nigeria, *Bulletin de l'Institut français d'Afrique noire*, 19 (B): 558-563.
- RICHARDS, P., 1985. *Indigenous Agricultural Revolution : Ecology and Food Production in West Africa*, Hutchison, London.
- RUTTAN, V.W. & HAYAMI, Y., 1984. Induced Innovation Model of Agricultural Development. *Agricultural Development in the Third World*, Ed. C.K. Eicher and J.M. Staatz. John Hopkins University Press, Baltimore and London: 59-74.
- SWAINSON, N., 1986. Public Policy in the Development of Export Crops : Pineapples and Tea in Kenya, *Bulletin of the Institute of Development Studies*, 17 (1): 39-46.
- UNDP (UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME), 1996. *Human Development Report 1996*, Oxford University Press, Oxford and New York.
- WORLD BANK, 1981. *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa : an Agenda for Action*, World Bank, Washington DC.
- WORLD BANK, 1982. *World Development Report 1982*, Oxford University Press, Oxford and New York.
- WORLD BANK, 1989. *Sub-Saharan Africa : from Crisis to Sustainable Growth*, World Bank, Washington DC.
- WORLD BANK, 1992. *World Development Report 1992*, Oxford University Press, Oxford and New York.
- WORLD BANK, 1993. *World Development Report 1993*, Oxford University Press, Oxford and New York.
- WORLD BANK, 1994. *Adjustment in Africa : Reform, Results, and the Road Ahead*, Oxford University Press, Oxford and New York.
- WORLD BANK, 1995a. *World Development Report 1995*, Oxford University Press, Oxford and New York.
- WORLD BANK, 1995b. *African Development Indicators 1994-95*, World Bank, Washington DC.
- WORLD BANK, 1995c. *World data 1995 on CD-ROM*, World Bank, Washington DC.
- WORLD BANK, 1996. *World Development Report 1996*, Oxford University Press, Oxford and New York.